

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n°99 JUIL. 82 / 3ff./30fb./2fs./0.70 cts. can.

editorial

Aujourd'hui, tout le beau monde politique est "pacifiste", principalement la gauche, y compris les staliniens, les démocrates et les gauchistes, etc... Ceux qui organisent les mouvements pacifistes sont pourtant les mêmes que ceux qui, pendant les deux guerres mondiales et toutes les autres guerres depuis (en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique...) ont trouvé les meilleures justifications des massacres pour la "démocratie", pour la "libération"...

Reagan lui-même, l'épouvantail, se découvre une âme de pacifiste : "je suis de tout coeur avec ceux qui dans la rue manifestent pour la paix, je les comprends profondément." Même Begin et son armée se sentent une vocation de "pacificateurs" au Moyen-Orient.

Comme par hasard, la gauche se découvre soudainement une âme de pacifiste face à un danger imminent. Il a fallu que la lutte de classe en Pologne vienne rappeler au socouant le vieux monde que l'histoire d'aujourd'hui ne répétait pas la situation des années trente, une situation d'avant-guerre.

Et quels étaient les leit-motiv de nos pacifistes d'aujourd'hui pendant justement que la lutte de classe ébranlait les certitudes ?

"Les grèves sont quand même regrettables, car elles plongent la société dans le chaos, cela au détriment de tous", et de plus "l'instabilité sociale renforce les dangers de guerre".

Au contraire, s'il n'y avait pas eu mai 68 en France, 69 en Italie, et cette situation d'insoumission sociale à la fin des années 60 partout dans le monde, il y a longtemps que la 3ème guerre mondiale aurait déferlé sur le monde.

La lutte des ouvriers polonais est venue confirmer que le ressort de la lutte de classe n'était pas cassé et que la situation historique de contre-révolution, consacrée par la seconde guerre mondiale et la période de reconstruction pouvait être brisée. Plus encore, la crise économique mondiale, en comprimant toujours plus ce ressort, rend les dangers d'une rupture sociale brutale presque inévitable.

C'est cette menace de rupture entre les classes, où le prolétariat ne peut que redécouvrir la perspective révolutionnaire, que la bourgeoisie tente d'exorciser en développant la psychose de guerre.

Ce que montre le formidable bataille sur la guerre où l'on essaie de la paralyser par la peur, c'est que la classe ouvrière internationale, dans le chaos général du système, avance plus dans le sens de remettre en cause sa soumission, de détruire cette société, de révolutionner les conditions d'existence de l'humanité toute entière, qu'à s'entre-égorgner dans une nouvelle guerre impérialiste mondiale.

PAS DE SACRIFICES POUR L'ECONOMIE NATIONALE

LA DEFENSE DE L'INTERET NATIONAL
SE FAIT TOUJOURS CONTRE LES OUVRIERS

L'illusoire "état de grâce" dont les médias nous ont rebattu les oreilles a fait place aujourd'hui sans ambiguïté à l'état d'austérité. Evidemment le mot n'est pas employé par ces "grands amis des travailleurs" qui nous gouvernent. L'austérité est un mot tabou à l'usage exclusif de la droite. Quand la gauche fait la même chose, ou pire, ça devient de la "rigueur".

Mais aujourd'hui les faits parlent d'eux-mêmes : les "mesures d'accompagnement" de la dévaluation du franc français adoptées le 13 juin par le gouvernement constituent une attaque contre le niveau de vie de la classe ouvrière d'une violence inconnue depuis des décennies.

Après de mois pendant lesquels la gauche a tenté de faire illusion en assortissant les mesures d'austérité adoptées dès son accession au pouvoir d'un saupoudrage de "mesures sociales" sur le temps de travail ou en faveur des revenus les plus faibles, elle est

obligée aujourd'hui de dévoiler son véritable visage de défenseur du capitalisme.

Depuis le début, le gouvernement de gauche a dû s'appuyer sur le travail des syndicats, notamment de la CGT, qui ont essayé de créer un rideau de fumée pour masquer sa nature véritable, pour désorienter la classe ouvrière face à l'attaque qui se développait contre son niveau de vie et qui préparait l'attaque qui se déchaîne aujourd'hui.

Mais, même si on assiste dans la période qui vient à une rupture de l'actuelle "union de la gauche", si on voit des pans importants de celle-ci reprendre leur place dans l'opposition et dénoncer le gouvernement, la classe ouvrière devra prendre conscience qu'ils ne le font que pour mieux poursuivre la fonction anti-prolétarienne qu'ils ont assumée dans ou à côté du gouvernement Mauroy.

une attaque sans précédent contre la classe ouvrière

■ C'est une offensive en règle, massive et sans précédent, qui se déchaîne aujourd'hui contre la classe ouvrière. Qu'on en juge : jamais jusqu'à présent la bourgeoisie française, y compris à la grande époque de l'austérité "barbariste", n'avait été conduite à bloquer les salaires. Nous devons cette grande première non à la droite vilipendée par la gauche comme "fondée de pouvoir" de la "grande bourgeoisie", des "monopoles" et des "multinationales" mais par cette même gauche au pouvoir depuis un an. C'est d'ailleurs tellement une première, qu'une telle mesure ne peut être appliquée qu'en passant par dessus, au besoin même en l'abrogeant, une loi de 1950 qui interdit de bloquer les salaires. Evidemment, cette mesure s'accompagne d'un "blocage des prix" mais, outre que ce blocage n'est pas total et laisse de côté toute une série d'articles comme les carburants, le gaz, l'électricité, et un grand nombre de produits alimentaires de base, nous savons ce que vaut ce type de mesures. Si les salaires, à l'exception des plus misérables, n'augmenteront pas pendant trois mois, le coût de la vie, lui, augmentera. C'est une baisse du pouvoir d'achat de l'ordre de 3 à 4% qui est envisagée par tous les "ex-

perts". Et cela, sans compter avec les mesures "d'assainissement" qui sont prévues pour remplir le trou des caisses de l'UNEDIC et de la Sécurité Sociale qui vont se traduire par une augmentation des cotisations des travailleurs, par une baisse des allocations chômage et du remboursement des dépenses de santé. Tout cela sur fond d'une chasse aux "faux chômeurs" qui signifie un renforcement du quadrillage policier sur la classe ouvrière et la suppression de l'allocation des ouvriers en chômage qui auront tenté de réduire un peu leur misère en travaillant "au noir".

Voilà où aboutit un an de "changement" de gauche : à des mesures d'austérité bien plus brutales encore que celles du tandem Giscard-Barre.

L'intensification de l'austérité n'épargne le prolétariat d'aucun pays. C'est le résultat direct de l'aggravation générale de la crise. Mais ce qui frappe dans le cas de la France, c'est la soudaineté et la violence avec laquelle cette attaque fond sur la classe ouvrière. Pour une bonne part, cette soudaineté et cette violence sont l'expression du retard pris par la bourgeoisie française depuis un an dans la mise en place des mesures d'austérité, retard résultant de l'incongruité qu'a représenté, dans le contexte mondial, l'arrivée de la gauche au pouvoir en France.

le retard pris par la bourgeoisie

Lors de l'élection de Mitterrand en mai 81 et la victoire électorale massive de la gauche aux législatives qui l'ont suivie, nous avons analysé cet événement comme un "accident" dans le fonctionnement des rouages politiques capitalistes. Loin de correspondre à la mise en place de la carte bourgeoise la mieux adaptée à la défense des intérêts du capital, l'arrivée de la gauche au pouvoir à contre courant d'une tendance générale dans les pays avancés d'Europe et d'Amérique, venait compliquer la tâche de la bourgeoisie dans son attaque massive contre la classe ouvrière. Non pas évidemment que les partis de gauche puissent être autre chose que de loyaux défenseurs du

Suite page 4

**non pas "paix ou guerre"
mais
"revolution ou guerre ... p.2**

sommaire

CAMPAGNES PACIFISTES.....	p.2
GUERRE DES MALOUINES : Une tentative de raviver le nationalisme.....	p.3
MASSACRES AU LIBAN : La "pacification".....	p.3
TAUX D'INTERET : Les fausses justifications de la crise.....	p.5
LA CLASSE OUVRIERE EST LA CLASSE REVOLUTIONNAIRE.....	p.6

L'ALTERNATIVE N'EST PAS « PAIX OU GUERRE »

MAIS « REVOLUTION OU GUERRE »



(Manifestation pacifiste à Bonn)
Le pacifisme est un mensonge. Il entretient l'illusion que le capitalisme peut vivre sans guerre.

■ A New-York, près d'un million de personnes, 350 000 manifestants en Allemagne de l'Ouest, plus de 200 000 en Grande-Bretagne, défilent sous les banderoles "pacifistes", "contre la politique d'armement", "pour la paix", "pour le gel des armements nucléaires", etc... En un chœur unanime, les fractions de la bourgeoisie de gauche mobilisent sur ce thème. Des "personnalités" comme Kennedy, Brandt et d'autres s'"opposent" au développement des armements nucléaires. Sous l'œil bienveillant de la droite -Reagan assure les pacifistes de sa "sympathie"- tout un battage se développe pour attirer l'attention sur l'armement et rassembler les foules sous la bannière de la "paix".

Ce pacifisme est un mensonge. Il entretient l'illusion qu'un capitalisme sans guerre est possible. Il fait croire que c'est la "course aux armements" qui est la responsable du danger de guerre.

Il détourne par là l'attention de la réalité profonde de la situation actuelle : une situation sociale dans laquelle la classe ouvrière subit de plus en plus violemment dans tous les pays les attaques de la bourgeoisie contre ses conditions de vie, pendant que le capitalisme arrive de moins en moins à freiner les conséquences de ses contradictions.

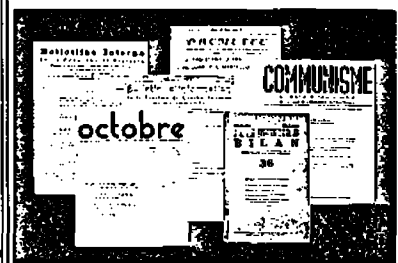
Et c'est cette attaque de la classe ouvrière qui est au premier plan aujourd'hui des préoccupations de la bourgeoisie. La perspective aujourd'hui n'est pas à la guerre généralisée ; pour pouvoir s'engager dans une telle guerre, la bourgeoisie devra d'abord s'affronter à la classe ouvrière, désamorcer le mécontentement et le déviation, ramener le prolétariat sous la bannière nationaliste. C'est ce qu'elle tente, au niveau mondial, à l'Ouest comme l'Est, où se développe aussi le "pacifisme", en orchestrant ces campagnes de "paix" et de "désarmement", en essayant d'utiliser l'inquiétude croissante qui existe dans la situation de crise mondiale du capitalisme.

Le seul désarmement que vise le capitalisme avec tout ce battage, c'est celui de la classe ouvrière qu'il lui est nécessaire d'obtenir d'abord pour pouvoir déchaîner ensuite sa "solution" à l'approfondissement inexorable de sa crise historique : la guerre généralisée.

Lisez notre brochure

Contribution à une histoire
du mouvement révolutionnaire

LA
GAUCHE
COMMUNISTE
D'ITALIE



Courant Communiste International

Le pacifisme n'a jamais empêché les guerres, il les a toujours préparées

Des manifestations pacifistes autrement plus importantes que celles d'aujourd'hui et dans lesquelles participait massivement la classe ouvrière avant la première guerre mondiale, non seulement n'ont pas empêché cette guerre mais ont constitué une préparation de celles-ci. En posant le problème en terme de "pacifisme", avant la guerre, la social-démocratie pourra justifier sa participation à la guerre parce qu'"imposée par les autres", les "auteurs de guerre", contre lesquels on ne peut plus rien lors du déclenchement de la guerre. Et il ne reste qu'à s'embrigader à son tour dans la guerre.

De même, la préparation à la guerre avant la seconde guerre mondiale, qui s'est faite sous la bannière de l'"anti-fascisme" avait pour toile de fond les thèmes du désarmement et la multiplication de manifestations pacifistes. C'est parce qu'on avait imprégné la société de l'idée que le capitalisme pouvait exister sans guerre qu'on a pu assimiler le fascisme à la guerre et à tous les maux ; la démocratie, elle, était une forme de capitalisme qui amenait bonheur, prospérité et paix... mais que la dictature voulait détruire.

le capitalisme sans guerre n'existe pas

Toute l'histoire du 20e siècle montre que la paix n'est pas possible dans le système capitaliste.

Les mesures réclamées par le pacifisme - un désarmement, une réduction des dépenses d'armement, un transfert de celles-ci dans le domaine "social", etc- ne sont que des vœux pieux. Les opérations guerrières, les préparatifs de guerre, la guerre, sont au centre de la vie du capitalisme décadent. L'armement est le seul secteur où les dépenses des Etats s'accroissent constamment même dans les plus petits pays du monde les plus démunis. Les "progrès techniques" de ce siècle n'ont leur source que dans la sophistication croissante de l'armement. Le "progrès social", que la bourgeoisie brandit pour justifier la survie de son système, s'est payé au prix fort : deux guerres mondiales ; des guerres locales qui n'ont jamais cessé entre les deux guerres et depuis la 2ème guerre mondiale sous la forme des soi-disant "littes de libération nationale", une misère qui jette dans la famine plus des deux-tiers de l'humanité, une déshumanisation croissante de la vie dans les pays "développés".

Les causes du danger de guerre, comme de la guerre elle-même ne se trouvent pas dans l'armement ou le "surarmement", mais dans l'existence même du capitalisme qui, depuis 70 ans, entraîne l'humanité dans un cycle infernal de crise - guerre - reconstruction - nouvelle crise...

Plus qu'un vœu pieux, ce que véhicule le pacifisme - un capitalisme sans armes, un capitalisme sans guerre- est un mensonge éhonté, une mystification de la classe dominante. Les manifestations pacifistes n'ont toujours servi qu'à démobiler des énergies dans des processions décourageantes et sinistres, et ont toujours été suivies par la guerre. Mais si elles sont nécessaires à la bourgeoisie pour entraîner à la guerre, elles ne sont pas suffisantes. Dans la période actuelle, malgré ses tentatives d'embrigadement, la

bourgeoisie n'a pas encore les moyens d'amener à une 3ème guerre mondiale.

une diversion contre la prise de conscience du prolétariat

Il existe une différence entre les campagnes pacifistes qui ont précédé les deux guerres mondiales et celles de la période actuelle.

Avant la 1ère guerre mondiale, le pacifisme correspondait à un embrigadement de la classe ouvrière vers la guerre par la Social-Démocratie qui abandonnait le camp du prolétariat pour passer dans le camp de la bourgeoisie. La guerre éclate en plus sans être précédée d'une crise économique grave, qui aurait pu, en dévoilant la faillite du système, provoquer des réactions de la classe ouvrière.

Avant la 2ème guerre mondiale, le pacifisme correspondait à un embrigadement vers la guerre de la classe ouvrière des pays qui étaient sortis vainqueurs de la 1ère guerre mondiale dans le contexte d'une défaite du prolétariat au niveau international après l'écrasement de la vague révolutionnaire de 1917-23 et le triomphe de la contre-révolution. A la veille de la seconde guerre mondiale, l'espoir que des millions d'ouvriers avaient mis dans la révolution russe était déçu, le formidable bond industriel de cette dernière impressionnait "l'ennemi", c'est-à-dire la classe ouvrière allemande, brisée par la répression, était sous la férule de l'Etat fasciste, soumise et docile ; le continent américain et son développement industriel même en pleine crise, impressionnait aussi ; là où elle n'avait pas été totalement vaincue, la classe ouvrière se rangeait derrière la gauche du capital. C'était une situation d'avant-guerre.

La situation est différente aujourd'hui. Dans aucun pays la classe ouvrière n'a subi l'écrasement brutal de l'assaut révolutionnaire. Aucun pays ne connaît un développement tant de fonder des espoirs de "renouveau". L'opposition "dictature"- "démocratie" ne trouve pas de terrain crédible : dans les pays de l'Ouest comme de l'Est, les luttes ouvrières se heurtent de plus en plus à la répression sans que la bourgeoisie puisse lâcher de miettes suffisantes pour les anesthésier, comparables aux 40 heures ou aux congés payés. La politique de la bourgeoisie sur le plan international est dictée par l'impossibilité d'aller à la guerre généralisée sans d'abord affronter la classe ouvrière. La politique d'un Reagan n'est pas plus guerrière que celle d'un Carter. Reagan ne fait que dire et faire ce que Carter faisait dans l'ombre, tous les armements que la bourgeoisie républicaine expose aujourd'hui au grand jour ont tous été conçus et en partie réalisés par l'administration démocrate. C'est toujours le parti démocrate qui a mené la guerre aux U.S.A. Le folklore soigneusement entretenu sur "Reagan-la-guerre", "le cow-boy atomi-

que", et autres clichés hollywoodiens, servent à attirer l'attention sur l'armement pour aider la bourgeoisie à mettre en œuvre plus facilement sa tâche prioritaire : encadrer et diviser la classe ouvrière sur le terrain social, canaliser sa combativité. C'est la gauche qui, sur le terrain de la lutte de classe, dans l'opposition, a la charge de cette tâche et, pour la compléter, elle utilise le pacifisme.

Les harangues guerrières et la publicité faite aujourd'hui sur l'armement (voir les scénarios de guerre nucléaire amplement diffusés, faits par les chercheurs de "L'Institut de Recherche sur la Paix" de Stockholm) nourrissent le pacifisme pour le renforcer ; bellicisme et pacifisme se complètent pour crédibiliser la fausse alternative "guerre ou paix". Ils obscurcissent ainsi la véritable alternative posée depuis l'entrée en décadence du système capitaliste : guerre ou révolution, alternative qui aujourd'hui, avec la crise ouverte et les potentialités de combat encore intactes de la classe ouvrière, trouve à nouveau les conditions de la possibilité d'être tranchée dans le sens d'un bouleversement révolutionnaire mondial de la société.

Le pacifisme s'appuie sur une inquiétude du fait de la crise qui se fait sentir avec plus de rigueur et rappelle le cauchemar des deux guerres mondiales de ce siècle. Le chômage s'accroît désormais inéluctablement dans tous les pays, y compris dans les grands pays industrialisés (10 millions de chômeurs aux U.S.A., plus de 2 millions en RFA), et parmi ces pays, y compris dans ceux comme la France où le gouvernement avait jusqu'à présent choisi comme priorité "la lutte contre le chômage". Le blocage des salaires et même les diminutions de salaire deviennent la règle : aux U.S.A., dans l'industrie automobile, les ouvriers sont contraints d'accepter des baisses de revenus ; en R.F.A., les chômeurs doivent accepter des emplois moins rémunérés que leur travail antérieur ; en France, la cotisation de chômage augmente et les chômeurs seront plus sévèrement contrôlés.

En même temps que la situation sociale se dégrade, le déploiement des armements est énorme, et il existe sur la planète, pour chaque personne, trois tonnes d'équivalents explosifs de T.N.T., de quoi se faire sauter quelques centaines de fois.

Face à ce fonctionnement absurde, le pacifisme réclame comme "solution" le "gel des armements nucléaires". Il joue sur la peur ; peur de la crise, peur de la guerre. Et c'est justement cette peur que les prolétaires doivent regarder en face : les choses ne s'amélioreront pas dans le capitalisme, le monde court à la catastrophe s'il n'y a pas de réaction : la réaction nécessaire n'est pas un pacifisme dérisoire mais la destruction de cette organisation sociale, la transformation révolutionnaire du monde.

MALOUINES

une tentative de raviver le nationalisme

Au reste du monde, qu'on essaie d'enfermer dans le faux choix de guerre ou paix, la bourgeoisie offre l'image de deux pays pris par la fièvre du nationalisme : l'Argentine et la Grande Bretagne. Cela fait partie de sa propagande : répandre l'idée que le nationalisme peut entraîner, aujourd'hui, des foules dans la guerre, c'est répandre l'idée que la guerre est inévitable, c'est contribuer à démoraliser le prolétariat ; c'était là, le but essentiel de cette guerre. C'est justement parce que la bourgeoisie n'est pas en mesure d'entraîner le prolétariat dans une telle logique, de façon générale, qu'elle déploie tant de moyens pour contrer la prise de conscience des opprimés, parce que l'antagonisme entre ses intérêts et les intérêts des prolétaires apparaît de plus en plus ouvertement.

le nationalisme : un danger réel

■ Qu'il soit "anti-américain", "anti-fasciste" ou "neutre", le nationalisme est toujours un piège. Les prolétaires et les bourgeois ne se sauveront pas ensemble dans le cadre de la mère patrie.

Les prolétaires ont tout à perdre à essayer d'aider "leur" économie nationale à survivre. La faillite du système capitaliste mondial, et donc de toute économie nationale, n'est qu'une question de temps, et les ouvriers, en acceptant les restrictions, n'aident tout au plus qu'à retarder une échéance inévitable ; mais ce faisant, en se soumettant, ils affaiblissent leurs possibilités de réactions face à ces échéances.

C'est ce genre de logique qui a courbé le dos des prolétaires durant des années, celle-là qui les a envoyé aux massacres des deux premières guerres mondiales. C'est la même que l'on retrouve chez tous les défenseurs de "l'intérêt national" : elle commence avec la mise en avant des intérêts de l'entreprise, avec toute tentative de conciliation entre les intérêts des exploités et ceux d'une économie qui oriente la production humaine vers le profit.

Les prolétaires ont tout à perdre dans les guerres de la bourgeoisie. Les jeunes argentins partis dans la guerre des Malouines, attendant dans la boue des semaines durant que les anglais les massacrent, pas plus que

les ouvriers argentins qui ont arrêté leurs grèves à l'annonce de la guerre, ne verront pas leur situation changée par la perte de ces îles, pas plus qu'elle n'aurait changé si l'Argentine avait contre toute raison, "gagné la guerre".

En Argentine, la bourgeoisie invoque "l'honneur des pays pauvres" laissant espérer une revanche complètement illusoire ; l'expérience des dernières guerres, principalement de la Seconde Guerre Mondiale, a montré que les puissances secondaires ne connaissent plus aucun développement important et que, plus il devenait impossible d'écouler la production, plus l'écart s'est creusé entre les "pays riches" et les "pays pauvres". Les patriotes du Tiers-Monde ont beau exalter la "lutte victorieuse des petits peuples contre les grandes puissances", ce n'est pas ça qui a amélioré le sort des populations, au contraire.

En Grande Bretagne, le nationalisme s'enveloppe de la réaction offensée contre "l'agresseur argentin", pour "l'honneur anglais" vieux mobile des guerres, dont l'expérience nous a montré la vanité : les guerres sont toujours préparées à l'avance, et agresseurs et agressés nous ont donné maints exemples où ils savaient passer sur "l'honneur" pour leurs intérêts économiques. "L'histoire moderne de la société bourgeois montre sans cesse que, pour la bourgeoisie, l'invasion ennemie n'est pas la plus abominable

de toutes les horreurs, comme elle la dépeint aujourd'hui, mais un moyen éprouvé dont elle se sert volontiers pour lutter contre l'"ennemi intérieur". (Rosa Luxembour, "La crise de la social-démocratie").

les difficultés de la bourgeoisie à imposer le nationalisme

Si l'on se fiait aux médias - à condition de n'être pas totalement anesthésié par la permanence des images de guerre - on pourrait penser que le monde avance inexorablement vers l'holocauste ; toutes les informations ou presque, insistent sur un aspect : le nationalisme marche. Ce qu'étaient la presse et la télévision, ce sont les images de manifestations patriotiques en Argentine ou en Grande-Bretagne, les sondages "prouvant" l'adhésion de la population, la célébration de la "victoire" en Grande-Bretagne, ou les réactions revanchardes en Argentine. Et il est vrai qu'en réalité, la guerre des Malouines a stoppé les mouvements de grève qui avaient éclaté juste avant "l'invasion". Comme il est vrai que l'Etat anglais a réussi à imposer une militarisation partielle en réquisitionnant certains ouvriers (dockers, usines de munitions).

Mais cela ne suffit pas à prouver l'embrigadement de la classe ouvrière.

En Argentine même, comme dans tous les pays sous-développés, le nationalisme a plus de poids que dans les grands centres industrialisés, où la faillite ne peut être imputée à une domination "extérieure". Dans ces pays faibles, il est encore possible de présenter le nationalisme comme une part de la lutte contre le système. Mais, même là, "l'unité nationale" n'a pas duré longtemps. Après la seule manifestation unitaire patriotique du 10 mai, Galtieri n'a plus osé se montrer : toutes les manifestations tournaient en émeutes contre la junte. Cette lutte contre la junte exprimait

un sentiment confus contre les conditions de vie, contre la répression, contre la guerre aussi. Mais l'opposition "démocratique" - péroniste en premier lieu - a œuvré pour les transformer en expression de nationalisme encore plus exacerbé : "la guerre est juste, disait-elle, mais il faut la mener avec des mains propres"; et lors de la "défaite" : "la junte a trahi, elle a capitulé". "D'abord la Patrie, ensuite le Mouvement, enfin les hommes". Tel est le slogan de Péron repris aujourd'hui par ses émules. Le nationalisme n'a pu être ravivé qu'en le mêlant à une lutte pour la "démocratie" autre illusion vivace dans les pays subissant une dictature ouverte. Et la gauche en a profité pour se placer : hier clandestins, les syndicats et les partis de gauche peuvent aujourd'hui afficher leur utilité.

"Le 30 mars, le gouvernement réprimait violemment une manifestation de la CGT, 3 jours après, les dirigeants cégétistes qui avaient appuyé la récupération des Malouines, étaient invités à assister à l'entrée en fonction du nouveau gouverneur de l'archipel". "Le Monde du 4 juin 82".

La guerre, qui apparaissait comme un problème lointain à la population - à tel point que certaines fractions de la junte voulaient supprimer les manifestations sportives pour que la population se sente plus concernée - a commencé à l'inquiéter dès les premiers morts. Il a été plus facile d'entraîner la population exaspérée par la misère dans un défouloir guerrier que de l'y maintenir lorsqu'elle s'est trouvée confrontée à la réalité d'un massacre inutile. Juste avant la "capitulation" des problèmes ont commencé à surgir dans l'armée : "Le moral des Argentins, notamment des jeunes appelés, était très bas. Selon les témoignages, certains hommes de troupe se seraient mutinés au cours des derniers jours. Ils ont accueilli avec soulagement les parachutistes "ennemis". ("Le Monde" du 17-6-82)

L'Etat anglais ne s'est pas risqué à une telle mobilisation. La guerre n'a touché que de très loin la population, étant menée par une armée de métier, et aucune manifestation de masse n'a été organisée, ni pour, ni contre la guerre des Malouines. La seule mobilisation d'envergure organisée par la gauche fut une manifestation contre la course aux armements nucléaires : c'est sur le danger de guerre en Europe que l'Etat anglais s'appuie pour faire diversion sur la question des trois millions de chômeurs, pendant qu'il inocule un sentiment d'une victoire de "tous les Anglais" dans l'affaire des Malouines. L'adhésion aux agissements de Thatcher ne peut en aucun cas être comparée à celle dont pouvaient jouir les gouvernements à la veille de la seconde guerre mondiale, du Front Populaire ou du parti Nazi. Dans les pays développés, le nationalisme a subi une forte érosion. Les Etats essaient de le réinjecter par petites doses, ne pouvant se permettre de mobilisation générale : la guerre du Viet-Nam et les désertions dans l'armée qu'elle a suscitées ont servi de leçon. En Angleterre, le travail a dû être complété par l'opposition pacifiste de gauche qui, pour être contre la guerre, n'en ramenait pas moins à penser en termes de "qu'est-ce qui est le meilleur pour la Grande-Bretagne" ?

Si les prolétaires n'adhèrent pas de façon enthousiaste, loin s'en faut, tant aux exhortations à se sacrifier pour la compétitivité de la nation qu'à la guerre, ils doivent cependant se méfier des aspects plus insidieux du nationalisme : ceux qui, s'appuyant sur des réalités partielles, entretiennent les différences qui existent entre les secteurs de la classe ouvrière mondiale pour la DIVISER. Tant que la classe ouvrière restera morcelée, tant qu'elle n'opposera pas sa vision du monde à celle de la bourgeoisie, tant qu'elle n'exprimera pas une réponse claire aux campagnes de la bourgeoisie, elle restera vulnérable à la stratégie qui est mise en place pour briser sa conscience. Le seul antidote au poison nationaliste, c'est la généralisation de la lutte en masse à l'échelle mondiale.

massacres au Liban : "la pacification"

■ Des villes bombardées, des dizaines de milliers de victimes civiles écrasées sous les bombes, des populations contrôlées, triées, parquées sous la menace des mitrailleuses, le conflit qui vient de se rallumer au Liban sous l'impulsion de l'offensive israélienne vient montrer, que pour une raison ou une autre, le capitalisme ne peut vivre sans guerre. Ce ne sont jamais les préjugés qui embarrassent la bourgeoisie lorsqu'il s'agit de faire un massacre pour défendre le moindre de ses intérêts. Sa domination, notamment au cours du 20ème siècle, elle l'a imposée par une généralisation de la misère et au travers de nombreuses tueries, de génocides et jusqu'à deux guerres mondiales dont le prolétariat a fait les frais.

On peut admirer le cynisme de l'Etat d'Israël qui donne comme nom à son offensive militaire : "Paix en Galilée." Le prétexte à cette opération, qui a déjà fait des milliers de victimes, est un attentat contre un diplomate israélien à Londres. Comme si une telle opération n'était pas préparée depuis des mois, planifiée, murie au sein de l'Etat-major de l'Etat israélien et de ses alliés du bloc américain.

Bien qu'officiellement aucun Etat ne soutienne Israël dans cette affaire, l'Etat hébreux n'est pas seul. Malgré les protestations plus ou moins horribles des principales puissances occidentales (USA, France, GB etc.), et les dénonciations tapageuses des pays arabes du Golfe et de l'Egypte, Israël fait le ménage évidemment pour son compte, mais fondamentalement, pour défendre les intérêts de l'ensemble du bloc occidental.

Les déclarations occidentales qui demandent "un retrait de toutes les troupes étrangères" ne visent pas tant un retrait israélien que syrien, et un désarmement de l'OLP, afin de permettre

la reconstruction d'un Etat pro-occidental sous l'égide des chrétiens libanais. La propagande de la bourgeoisie française contre la Syrie après l'attentat de la rue Marboeuf à Paris, prend aujourd'hui son sens ; il faudra peut-être créer une force internationale pour relayer la présence israélienne.

Le Moyen Orient est une région cruciale pour les intérêts du bloc occidental. L'intervention des troupes israéliennes a pour but de stabiliser la situation dans cette région. Elle est déjà le prétexte d'une réconciliation de l'Iran et de l'Irak après une guerre qui a fait plus de 100 000 morts. Elle vise à mettre au pas la Syrie et l'OLP, afin de poursuivre une politique de reprise en main entamée avec les accords de Camp David.

Naguère la Syrie avait été intégrée au sein du bloc occidental en échange du contrôle du Liban qui lui avait été offert. La FAD, "Force Arabe de Dissuasion" au Liban constituée par l'armée syrienne, financée par l'Arabie Saoudite, a été le moyen de cette politique. Mais depuis la Syrie n'a pas respecté ses engagements, et le bloc occidental veut faire payer au régime du président Assad son manque de docilité, en destabilisant la situation intérieure grâce aux "Frères Musulmans" soutenus par les Etats du Golfe, en obligeant la Syrie à retirer ses troupes du Liban sous la pression militaire israélienne.

Nous ne sommes ni en 1967 (guerre des 6 jours), ni en 1973 (guerre du Kippour). Aujourd'hui, Israël et l'Egypte sont alliés au sein d'un même bloc, l'influence du bloc russe a été repoussée hors du Moyen Orient, et l'URSS, occupée militairement en Afghanistan est impuissante à soutenir la Syrie. L'armée israélienne manœuvre en toute tranquillité.

S'il est une région du monde où la domination de la bourgeoisie a pu s'appuyer sur un fort nationalisme, entretenu par les précédents conflits entre Israël et ses voisins, par différentes révoltes locales, ethniques ou religieuses, c'est bien là.

Malgré cela la bourgeoisie au Moyen-Orient, comme celle des autres pays, n'est pas épargnée par l'usure de son emprise idéologique. Elle a beaucoup moins de facilité à s'appuyer sur les illusions nationalistes de la classe ouvrière, à lui imposer la misère et la mort pour la "défense de la Patrie". Les récentes grèves en Israël, les émeutes de la faim en Egypte et en Syrie ont clairement montré que les ouvriers et les populations affamées n'étaient plus prêtes à accepter tous les sacrifices que la bourgeoisie leur impose.

Si le nationalisme reste encore une mystification vivace dans cette région du monde, pour permettre à la bourgeoisie de s'engager aujourd'hui encore dans des guerres meurtrières, la crise et la misère grandissante qu'elle engendre, limitent, tous les jours un peu plus, son impact sur la classe ouvrière. C'est pour cela que, même en Israël, la bourgeoisie est amenée, comme ses consœurs occidentales à utiliser la diversion "pacifiste". (Voir article sur le Pacifisme dans ce numéro).

Le nationalisme quelle que soit sa forme lie les mains à la classe ouvrière, mais par contre libère celles de la bourgeoisie pour lui permettre de mettre en œuvre tous ses plans meurtriers : c'est une des leçons que doit retenir le prolétariat de la guerre au Liban. Le Moyen-Orient montre aussi, encore une fois, par quels moyens le capitalisme survit et résout ses contradictions : par la destruction et les massacres.

pas de sacrifices pour l'économie nationale

Suite de la page 1

capitalisme. Les partis "socialistes" et "communistes" ont fait leurs preuves depuis des décennies comme ennemis irréductibles du prolétariat. Mais avec la gauche au pouvoir chargée de "gérer la crise" et de prendre en charge l'austérité, c'est tout un pan de l'espace social dont l'Etat capitaliste perd partiellement le contrôle.

C'est parce que les forces de gauche se présentent comme les défenseurs de la classe ouvrière, et elles peuvent le faire d'autant mieux que leur place dans l'opposition leur permet de tenir un langage "radical", qu'elles sont en mesure de saboter efficacement de l'intérieur les luttes ouvrières, de lier les mains aux ouvriers face aux attaques gouvernementales.

Cette carte, la bourgeoisie française n'a pu la jouer depuis mai 81. Sous peine de se déconsidérer immédiatement et de faire perdre de façon brutale aux travailleurs les illusions qu'ils avaient sur elle, la gauche n'a pu, du jour au lendemain, prendre ouvertement l'exact contre-pied de toutes ses promesses électorales, de tous ses bavardages démagogiques sur la "justice sociale" et la "relance" de l'économie nationale par la "consommation populaire".

Certes la gauche au pouvoir n'a pas fait de "cadeaux" à la classe ouvrière depuis juin 81, dès les premiers jours, Mauroy, Delors et compagnie en ont appelé à "l'effort" et au "sens des responsabilités", mais sa politique n'a pu être immédiatement à la hauteur des nécessités im-

posées par l'aggravation de la crise. Comme l'a dit si bien le 20 juin à RTL le leader de la "gauche" du PC, J.P. Chevènement : "Nous ne pouvions pas tenir un discours de père fouettard en arrivant. Il faut maintenant mettre la France au travail."

Effectivement, les "faits sont têtus". Malgré les gains importants de productivité (plus 7,1% en 82 contre 6,2% en 81), malgré une baisse du salaire réel mensuel au premier trimestre 82 (augmentation du salaire nominal de 2,7% contre une hausse de 3,3% des prix), la situation de l'économie française n'a cessé de se dégrader sur l'arène internationale, comme l'illustrent clairement les deux dévaluations du franc en 8 mois. En avril 82, c'est un déficit record pour la balance commerciale : 10 milliards de francs. Alors qu'en juillet 81, les réserves françaises de devises sont de 49 milliards, elles passent à 32 milliards en mars 82 et se retrouvent à 16 milliards le 11 juin 82. De droite et de gauche, les spécialistes bourgeois de l'économie tirent la sonnette d'alarme.

A droite, Jacques Plassard, directeur d'un bulletin patronal, déclare : "La baisse du niveau de vie est inéluctable. Or plus la prise de conscience (de cette vérité) sera tardive, plus le sacrifice nécessaire pour retrouver une évolution satisfaisante sera cruel."

A gauche, même son de cloche. En mai, le "spécialiste" du "Nouvel Observateur", Roger Priouret, en appelle à "une médecine dure" et conclut : "L'heure est venue d'adopter une politique d'austérité... sans prononcer le mot." (sic!)

Enfin, pour accompagner le plan 3'austérité, Mauroy déclare le 19 juin : "Nous devons être efficaces, nous devons conduire notre politique dans le respect des grands équilibres économiques".

Les bavardages sur la "consommation populaire" sont bien finis. Les arguments du gouvernement de gauche ont rejoint ceux de la droite : il faut tenir compte de la "contrainte extérieure", des "grands équilibres". L'heure est venue de parler en "pères fouettards".

le travail des syndicats : faire passer la pilule de l'austérité

L'intensification présente de l'offensive capitaliste n'a pu être possible que parce que la bourgeoisie s'est livrée à tout un travail de désorientation de la classe ouvrière depuis des mois. Bien que ne pouvant jouer pleinement sa carte de gauche dans l'opposition, elle s'est réparti le travail entre ses différents secteurs afin d'étourdir les ouvriers et de les laisser désespérés face à l'attaque contre leur niveau de vie. Liés par leur "solidarité gouvernementale", le PC et le PS ne peuvent jouer pour le moment de leurs divisions pour décontenancer la classe. Il est donc revenu aux syndicats de développer tout un jeu subtil destiné à brouiller les cartes.

A la CFDT il est revenu le rôle de la force "responsable". A son congrès, Maire invoque "les nouvelles solidarités... afin d'échapper aux égoïsmes catégoriels, aux nouveaux corporatismes... qui sont un des risques principaux de l'expérience socialiste actuelle."

On sait depuis le temps que la droite utilise les mêmes termes, ce que sont les "nouvelles solidarités" : la collaboration de classe, ces égoïsmes catégoriels : les revendications ouvrières.

La CGT elle, se doit de tenir un langage plus radical et intransigeant. Bien qu'elle ait un pied au gouvernement, elle a gardé l'autre dans l'opposition, ce qui lui permet chaque fois que nécessaire de faire du bruit dans la critique des décisions qui ne vont pas dans le "sens du changement". Son récent Congrès rend un autre son de cloche que celui de la CFDT qu'elle critique sévèrement.

Dans le discours de clôture, Mascarello reprend le thème de la consommation populaire : "Parler de blocage des salaires, remettre donc en cause des évolutions positives, voire des droits acquis par la lutte, compromettre la consommation par la limitation du pouvoir d'achat, ne facilitera pas le redressement économique."

Ce partage des tâches entre CGT et CFDT n'a pas toujours été le même : on se souvient du "radicalisme" de la CFDT en 1968 face au "sens des responsabilités" de la CGT. Il est tout à fait circonstanciel et peut-être localement inversé, comme ce fut le cas dans les dernières grèves de la Société Générale et de Renault, où la section CFDT s'est donné des airs de radicalisme. A l'opposition entre centrales s'ajoute alors pour désorienter les ouvriers, une opposition entre "base" et "sommet".

En fait on a pu constater que là où les travailleurs affrontent l'Etat-patron (Société Générale, Renault), la CFDT est plus en pointe que la CGT, grande avocate des nationalisations. Par contre, quand il s'agit de dénoncer les "mauvais patrons privés" comme ceux de Citroën et Talbot, la CGT jette toutes ses forces dans la bataille. Cela lui permet au passage, tant de faire une entrée massive dans des usines où elle avait peu d'influence (titre de l'Huma du 2 juin : LA CGT EST ENTREE DANS LES USINES CITROËN), que de redorer au plan national son blason à peu de frais (les pertes de production étaient les bienvenues pour Citroën et Talbot en butte à la mévente de leurs voitures.)

Elle est aidée dans sa tâche par l'attitude même des patrons, qui prennent très à cœur leur rôle de faire-valoir "méchants", et de la droite qui fait un esclandre à l'Assemblée (sous-titre de l'Huma du 2 juin : "LE PATRONAT ET LA DROITE SE DECHAINENT").

Ce partage des tâches entre droite, gouvernement de gauche et syndicats se poursuit après l'annonce des mesures brutales d'austérité. Après avoir accepté le 12 juin le principe d'un blocage des prix, Gattaz retourne sa veste et s'y oppose vivement le 17 juin. Il propose alors de monnayer son acceptation de ces mesures contre la suppression de la loi Auroux sur le pouvoir syndical dans l'entreprise, ce qui donne l'occasion à Mauroy de déclarer vigoureusement le 19 juin qu'il "n'acceptera aucun marchandage avec les patrons" et d'afficher une fermeté faussement symétrique à l'égard du blocage des salaires.

Les partis de droite viennent aussi à la rescousse afin de resserrer les rangs de la gauche et le contrôle de celle-ci sur les travailleurs; ils déposent une motion de censure contre la politique économique du gouvernement au moment même où celui-ci prend les mesures d'austérité qu'ils réclamaient depuis des mois.

Le partage des tâches entre les différentes forces capitalistes, le faux radicalisme de la CGT, ont réussi à faire avaler l'austérité "goucc" de la première année du gouvernement de gauche tout en préparant l'austérité "dure" d'aujourd'hui.

Mais à terme, ces manœuvres ne suffiront plus à tromper les travailleurs. La CGT ne pourra longtemps continuer, sans se démasquer complètement aux yeux des ouvriers, à se présenter comme le "meilleur défenseur de la politique gouvernementale de changement"; de critiquer mollement la répression policière (André Sainjon de la CGT le 9 juin après l'évacuation de Talbot par les gardes mobiles : "L'intervention des forces de l'ordre décidée par le préfet n'est pas de notre point de vue la bonne méthode").

Cependant, lorsque la CGT, le PCF et même éventuellement une partie du PS retourneront dans l'opposition, ils ne feront que poursuivre le sale travail capitaliste qu'ils ont fait dans et aux côtés du gouvernement.

La lutte des travailleurs contre l'attaque d'un gouvernement "recentré" devra être aussi une lutte contre ces forces du capitalisme.

F.M.
20 juin 82

IMMIGRES



LE CYNISME DE LA GAUCHE

■ Dans les derniers conflits de Renault-flins, Citroën, et Talbot, on a vu les syndicats, et en particulier la CGT, prendre l'initiative de grèves d'OS pour l'augmentation des salaires et pour "l'amélioration des relations sociales dans l'entreprise".

Dénonçant les syndicats "patronaux" (CSL) et leurs méthodes autoritaires, la CGT (et la CFDT aussi d'ailleurs), "prend la défense" des immigrés, réclame "la dignité et la liberté" pour ces travailleurs. La CGT, près des immigrés, c'est une image à laquelle on n'était pas habitué, et c'est une image choquante quand on se remet en mémoire les déclarations et la pratique des syndicats et partis de gauche, il y a 3 ou 4 ans et récemment encore.

En effet, en 78 et 79, la montée du chômage inquiète l'ensemble de la bourgeoisie. Le gouvernement en place prend des mesures radicalement racistes, ce sont les fameuses lois Bonnet-Stoléru. Le travailleur immigré est désigné comme fauteur de trouble et fauteur de chômage. La gauche participe pleinement à cette campagne en appelant au strict contrôle de l'immigration; elle affirme (dans une proposition de loi de Septembre 78) que "l'introduction de nouveaux travailleurs immigrés, alors que le chômage se développe, est contraire aux intérêts des travailleurs immigrés et français". Ce n'est que le début de l'offensive! Celle-ci se poursuit avec la dénonciation des luttes des foyers Sonacotra (les immigrés n'étant pas des électeurs potentiels, la gauche ne s'intéresse pas à eux, et encore pire, discrédite leurs luttes). Cette campagne s'intensifie avec la question "du seuil de tolérance" admissible pour l'installation de familles immigrées dans les municipalités. Au-delà de ce seuil tolérable, le PC demande aux préfetures "d'interdire l'accès dans les HLM afin de ne pas faire de ces cités des "dépotoirs" (voir RI 80). Ici les mots parlent d'eux mêmes! Le PS, quant à lui, demande la création d'un corps de police spécialisé dans la répression "des emplois irréguliers de main d'oeuvre étrangère", sans doute par philanthropie pour les travailleurs immigrés clandestins. Toute cette campagne raciste, tendant à faire des immigrés les boucs émissaires du problème du chômage et les responsables de l'insécurité, se ponctue par le coup de force du début 81, à Vitry, où c'est avec un bulldozer que les nervis du PC saccagent un foyer de travailleurs immigrés sous le regard faussement choqué de la droite. Krasucki demande aujourd'hui aux immigrés de se féliciter de "l'impartialité" du gouvernement de gauche, qui a su s'interposer "entre les milices patronales et les ouvriers" pour "défendre les libertés". Fera-t-il oublier que c'est ce même gouvernement de gauche qui, sous couvert de "légalisation des sans-papiers" a imposé un flicage accru des travailleurs immigrés: au terme de l'opération, 10% des sans-papiers étaient "légalisés", pendant que les autres attendent l'expulsion. Fera-t-il oublier l'attitude du "socialiste" Bernu lors des "troubles" dans la banlieue lyonnaise, l'année dernière, qui a demandé l'expulsion de "tout jeune immigré pris sur le fait"?

Campagne raciste, délation contre les travailleurs immigrés (à Montigny, le PC dénonce un jeune immigré (RI 72), hystérie chauvine, la gauche, les syndicats dits "démocratiques" n'ont rien à envier à la droite; leurs méthodes staliniennes n'ont rien à envier aux méthodes fascistes de la CSL.

Hier, ils faisaient porter la responsabilité du chômage aux immigrés, aujourd'hui, ils les utilisent comme masse de manœuvre pour se refaire une image de marque combattive. Mais leur nature n'a pas changé car leur fonction reste la même: défendre l'économie nationale, diviser les ouvriers pour faire passer les mesures d'austérité. Si aujourd'hui, des travailleurs se laissent abuser par leur pseudo-radicalité, les faits eux-mêmes se chargeront de leur rafraîchir la mémoire et de les désigner comme l'obstacle principal à leurs luttes futures.

LES FAUSSES JUSTIFICATIONS A LA CRISE

■ Pendant plus de cinq ans, entre 1974 et 1980, les gouvernements du monde entier ont dit aux exploités: "Si vos conditions d'existence se détériorent, si les licenciements se multiplient, si vos salaires diminuent, si votre avenir apparaît de plus en plus sombre, c'est à cause du manque de pétrole". Aujourd'hui, et depuis près de deux ans, les prix du pétrole ne cessent de baisser: Il y a trop de pétrole sur le marché. Cependant la crise économique n'a jamais été aussi profonde depuis la seconde guerre mondiale. La nouvelle récession, commencée fin 79, atteint des dimensions qui dépassent celles de 74-75, en profondeur et étendue dans le monde. Il faut remonter à la grande dépression des années 30, pour trouver des chiffres de chômage comparables à ceux atteints aujourd'hui. Et le pire est encore à venir. Que disent alors les docteurs du capital mondial aux prolétaires? "C'est la faute aux taux d'intérêt américains". Ce n'est plus l'arabe au regard sombre et aux doigts remplis de bagues à qui revient le rôle du méchant. C'est aux directeurs cravatés de la banque centrale américaine (la Federal Reserve) de jouer le rôle de bouc émissaire sur les petits écrans des exploités des quatre coins de la planète.

C'est ainsi que lors du récent spectacle du sommet des sept grands pays occidentaux à Versailles, l'ensemble des chefs de gouvernement ont joué la comédie de six petits nains demandant au frère aîné de bien vouloir baisser ses taux d'intérêt pour éviter chez eux le chômage. Après la farce du pétrole, c'est celle des taux d'intérêt. Pétrole ou taux d'intérêt, l'important pour la classe dominante c'est de cacher aux travailleurs -et en partie à elle-même- la réalité: la crise actuelle n'est rien d'autre que l'explosion de toutes les contradictions internes du système capitaliste, dont les lois fondamentales, datant de plusieurs siècles se sont transformées en une aberration historique vivante et destructrice depuis près de 70 ans.

Tout comme la hausse du prix du pétrole dans la seconde moitié des années 70, la hausse des taux d'intérêt n'est pas la cause de la crise, mais une MANIFESTATION parmi d'autres des convulsions que provoque l'embourgeoisement dans les contradictions d'un mode de production définitivement condamné par l'histoire. (1)

La conséquence d'années de fuite en avant

Pour s'en convaincre, il suffit de regarder d'un peu plus près ce qui a conduit à ces hausses de taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt mesurent ce que doit payer tout emprunteur pour se procurer des crédits auprès d'une banque. Emprunter une somme à 16% d'intérêt, veut dire que l'on devra au moment de la rembourser payer à la banque 16% de plus que le montant du prêt. Elever les taux d'intérêt n'est rien d'autre que rendre plus cher tout crédit. Aujourd'hui c'est fermer d'autant "la source" des liquidités qui depuis des années a permis au capital mondial de retarder tant bien que mal les échéances de sa crise réelle, celle qui le ronge depuis la fin des années 60, depuis la fin de la reconstruction d'après la fin de la seconde guerre mondiale. Pourquoi les principaux gouvernements mondiaux se sont-ils vus obligés de procéder ainsi? Pourquoi cette "fermeture du robinet"?

Pour une raison simple: c'est que le monde capitaliste est en train de se noyer complètement dans une mer de crédits que personne ne peut plus rembourser.

Pour sortir de la profonde récession qui a commencé fin 1973 et duré jusqu'à 1975, les grands pays industrialisés plongés dans le marasme industriel, incapables de vendre leur production, se sont lancés dans une accélération de la politique de crédits aux pays sous-développés et aux pays de l'Est. La production ne pouvait continuer de se développer par manque d'acheteurs solvables.

Une fois de plus, le capital s'est trouvé contraint de tenter de s'en sortir en se jetant, sans mesure, dans une nouvelle fuite en avant. Vendons à crédit, on verra plus tard. Moins d'une décennie plus tard, les résultats sont là, faisant planer sur l'univers du capital, la menace d'une banqueroute financière généralisée, sans précédent dans l'histoire. L'endettement des pays emprunteurs est devenu monstrueux et nul ne sait comment ceux-ci pourraient un jour s'acquitter de leurs dettes. Pour le moment, la seule chose qu'ils parviennent à faire, c'est emprunter de nouvelles sommes pour rembourser... les intérêts de leurs dettes. Beaucoup de ces pays sont déjà en fait, virtuellement, en état de cessation de paiement.

Pour donner une idée de l'ampleur du "désastre", voici les chiffres de l'accroissement de l'endettement de certains pays, dont il y a quelques années encore, on parlait comme des exemples de "nouveau miracle économique":

Accroissement en pourcentage de la dette extérieure depuis 1973 (2)	
Brsil.....	336 %
Mexique.....	498 %
Argentine.....	268 %
Nigeria.....	317 %
Pologne.....	750 %

Manifestation d'ouvriers au Canada contre les licenciements, le chômage y atteint des niveaux inconnus depuis les années 30. Sur une des pancartes: "BAISSEZ LES TAUX D'INTERET". Après la farce de la pénurie de pétrole, les ouvriers se laissent encore prendre par un autre faux alibi. La véritable cause de la crise économique, c'est le mode de production capitaliste lui-même.



Ce phénomène n'a fait que s'accroître au cours des dernières années. Ainsi par exemple, l'endettement des pays sous-développés non producteurs de pétrole, qui était estimé à 39 milliards de dollars en 1978 doit atteindre les 100 milliards en 1982.

La hausse vertigineuse des taux d'intérêt sur le marché mondial traduit en premier lieu la nécessité d'arrêter une spirale d'endettement qui conduit directement au krach financier. Mais cette hausse à son tour ne fait qu'aggraver encore plus les difficultés des pays endettés contraints de rééchelonner leurs dettes à des taux de plus en plus élevés.

Ce ne sont pas seulement les entreprises et les gouvernements des pays économiquement faibles qui sont endettés. Au sein des pays les plus développés, la fuite en avant par le crédit a connu au cours de la dernière décennie une accélération tout aussi fulgurante. Ainsi aux Etats-Unis, le n°1 mondial, l'endettement des particuliers, des entreprises et de l'Etat, équivaut à plus de deux ans de production nationale!

La menace d'un nouvel effondrement du dollar

L'endettement massif de la production capitaliste mondiale prend aussi une autre forme explosive: celle des milliers de milliards de dollars qui circulent dans le monde sans contrepartie réelle et qui menacent à tout moment de réduire la valeur de la principale monnaie à néant. Depuis la fin des années 60, cela a failli se produire à plusieurs reprises. La dernière en date fut à l'automne 1979, lorsque le prix de l'or (qui était d'une trentaine de dollars par once au début des années 70) monta soudainement à 400 dollars l'once dans une ambiance de panique.

Le mouvement ne put être arrêté que par une série de hausses successives du taux d'intérêt payé par le capital U.S à ceux qui accepteraient de ne pas demander le remboursement de leurs dollars, mais les placeraient dans l'économie américaine. Aujourd'hui, dès que le taux d'intérêt des USA baisse un tant soit peu de façon significative, immédiatement les capitaux flottants quittent les USA et la valeur du dollar entreprend de baisser de plus en plus vite.

Non, les taux d'intérêt élevés ne sont pas la cause de la crise économique, mais une manifestation parmi d'autres de cette crise.

La faillite du système capitaliste se fait de plus en plus évidente et la bourgeoisie qui n'a aucun moyen économique pour l'empêcher, le sait. Son seul souci aujourd'hui, la seule possibilité qui lui reste, c'est de "noyer le poisson", de donner des explications toutes aussi mensongères les unes que les autres: hier, c'était la faute du pétrole, aujourd'hui, ce sont les taux d'intérêt.

Si les ouvriers se laissent bernier par cette nouvelle comédie qui est montée à leur encontre pour "expliquer" le chômage et la misère, ce qu'ils ont payé, soi-disant à cause du pétrole, n'est rien à côté de ce que leur réserve la bourgeoisie.

note 1: pour une analyse de la "crise du pétrole", voir l'article "La hausse du prix du pétrole: une conséquence et non la cause de la crise", paru dans le n° 20 de la Revue Internationale, 3ème trimestre 1979.

note 2: source. Cité dans "Newsweek" du 7/6/82.

Vie de l'organisation

BORDEAUX
Contact-diffusion le 24/7 au
Marché Saint-Michel, place
Meynard, de 10h30 à 11h30

LILLE (même thème qu'à Paris)
Réunion publique le 18/9 à
15h30 au 23 rue Gosselet (MNE).

TOURS
Permanence le samedi 3 juillet à
17h au 43 rue Lamartine.

NANTES
Permanence le vendredi 23/7 à
20h30
Diffusion au marché de la Petite
Hollande le 2ème samedi du mois
de juillet de 10h30 à 11h30.

PARIS
Réunion publique le samedi 24/7:
"Pourquoi l'alternative: guerre
ou révolution?" au 27 avenue
de Choisy, PARIS 13ème à 17h.

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
écrire à l'adresse du R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
SWEDEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION (RFA)
Postfach 410308, 5000 KÖLN 41

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Organisations communistes et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) - épuisé
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros
de la REVUE INTERNATIONALE:

ETRANGER	PAR AVION
100 F	110 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal:

ETRANGER	PAR AVION
55 F	70 F

ENVOIS SOUS PLIS FERMEES:

ABONNEMENTS COUPLES		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
110 F	110 F	140 F

ABONNEMENTS SIMPLES		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
60 F	70 F	90 F

Abonnements et versements à:
R.I. CCP 2023302 X PARIS

Directeur de Publication:
D. VAN CILST - n° de commission
paritaire: 54 267

DIFFUSE PAR LES NMPP

Imprimerie G TAUTIN, 4, passage
Dieu - PARIS 20e

le prolétariat est la force révolutionnaire

■ Si la classe ouvrière représente bien la force matérielle, et la seule, capable de mettre en oeuvre l'idée de révolution inscrite au coeur de la société mourante du capitalisme; si elle est la virtualité révolutionnaire unique, comment ne ferait-on pas la différence entre le spectacle de ces grèves trompées, à Renault, Citroën et Talbot, et l'image beaucoup plus enthousiasmante des grandes flambées de Longwy-Denain, Rotterdam, Sao Paulo... et, sommet de toute une phase, de Pologne?

L'impact de l'action véritablement prolétarienne sur les citoyens de la société bourgeoise en général, et au-delà, sur les ouvriers en particulier nous est rendu, par exemple, par l'ouvrage du journaliste Jean-Yves Potel : "Scènes de grèves en Pologne". Nous en tirons ces lignes probantes :

"Lorsqu'un jour d'août 1980, une grève éclate sur les bords de la Baltique, elle peut soulever tous ces espoirs affalés. Elle les gon-

fle comme un vent inattendu, elle les fait claquer. Ils retrouvent vigueur, écartent les sceptiques, troublent les stratèges. C'est que la grève là-bas n'a rien d'ordinaire. Elle innove, étonne, transforme. Elle est forte et unie. Elle dérègle un système que beaucoup croyaient immuable. Elle saute par-dessus les frontières la volonté somnolente de chacun. Elle ravive une perspective que l'on avait presque oubliée. Elle remet en marche l'histoire". (Opus citum, pp. 52 et 53).

Depuis 1980, le cours ascendant des luttes ouvrières dans le monde marque un temps de suspens. Ce cours, que Potel ne voit pas, s'affirme - avec quelle enverve - en Pologne. Mais si l'exemple de Pologne parle si fort, il n'en est pas moins fondamentalement le fruit d'un processus qui n'a pas pris naissance en Pologne, mais à une échelle mondiale. Que nous donne à voir la lutte des travailleurs de Pologne, en août 80 surtout?

la société derrière la classe ouvrière

Le mouvement en Pologne ne s'est pas construit depuis le haut vers le bas. Il n'a pas été la concoction d'un état-major de "lutte", syndical ou autre, siégeant au-dessus et hors d'atteinte des masses, parachutant ses directives sur la base moutonnaire. Il a été au contraire l'émanation directe de la base de la société. C'est toute la société, dans son assise laborieuse, fouaillée par la crise capitaliste, qui s'est trouvée mise d'elle-même en mouvement, au grand dam de l'Etat.

Et qu'a-t-on vu au centre de ce mouvement, au coeur de cet élan social, sinon la classe ouvrière? L'âme de ce mouvement, ce ne fut pas, ainsi qu'en répand toujours l'idée la propagande bourgeoise, la "lutte du peuple polonais", c'est la lutte ouvrière. L'amarce de ce mouvement est enracinée dans la lutte prolétarienne à l'intérieur des usines et des chantiers. Le fruit du mouvement, qui explose en juillet août 1980, mûrissait lentement mais sûrement dans le monde ouvrier de Pologne dès janvier 1980, pour peu qu'on interprète les informations criblées par la censure bourgeoise.

En août 1980, c'est indubitable que l'ensemble de la société opprimée de Pologne reconnaissait dans la classe ouvrière le centre de gravité de son

le prolétariat, classe émancipatrice

Pourquoi la classe ouvrière a-t-elle ce rôle et ce pouvoir? Pourquoi les autres couches sociales, lorsque le prolétariat engage son action de classe, se rangent-elles à ses directives? Toutes les révoltes sociales, qui ne font pas défaut dans la société capitaliste contemporaine, rallument et nourrissent bien sûr l'idée de la

mouvement. Chaque jour, l'entrée du chantier naval à Gdansk devient le point de ralliement de toute la population où toutes décisions et informations sont communiquées. Les usines, contrôlées par le prolétariat, sont le lieu de refuge contre la répression de la milice. Potel écrit cette remarquable conclusion : "Les grèves du littoral furent plus qu'une explosion de colère. Elles ont ouvert la grande porte par où depuis des mois passaient des millions d'hommes et de femmes, des ouvriers, des agriculteurs, des intellectuels, décidés à changer leur condition d'existence, à bousculer la routine de l'acceptation passive. Elles ont mis un point final au double langage, aux mensonges, au semblant de socialisme qui englobait la société". (Ibid., p. 257).

Inventivité, créativité, innovation, esprit d'entreprise et d'organisation, tout cela la classe ouvrière, pour peu que, comme en Pologne, elle se manifeste comme telle, en démontre sa capacité. La grève de masse - la confluence de mille actions ouvrières, oppose ainsi son image dynamique - la force prolétarienne réelle - contre la peinture d'ouvriers atomisés dans des actions catégorielles et sectorielles, écoeurés de leur propre agitation vaine, de leurs revendications étroites.

transformation de ce monde honni. Mais plus que jamais aujourd'hui, seule l'action de classe du prolétariat est le lieu où cette naturelle aspiration acquiert sa force matérielle, donc agissante. Seule la classe ouvrière est le facteur révolutionnaire qui fait de la révolte sociale une perspective concrète, constructive, donc réelle.

Ce n'est pas parce qu'elles sont classiques, qu'il faut se dispenser de donner les réponses irremplaçables. La classe ouvrière est la classe révolutionnaire de notre époque parce que, premièrement elle est la partie de la société qui produit ses richesses essentielles. Ainsi, la lutte ouvrière donne un sens à toutes les luttes de la société. Les revendications ouvrières tendent à exprimer la revendication générale de la société. Leur logique propre, dans le mouvement ouvrier, pousse vers une remise en cause du système capitaliste lui-même et de son Etat. Elle met en évidence le divorce entre l'intérêt de production pour les besoins matériels de la population et celui du capitalisme, principalement pour l'armement et la guerre; dit autrement : entre ce même intérêt de la population et celui de la Nation. Elle tend à dégager l'antagonisme entre les exploités, les opprimés et l'Etat bourgeois. Ce n'est pas un hasard que les revendications ouvrières en Pologne ont été conduites à expressément remettre en question la police et l'armée d'Etat.

Le second ordre de réponse tient au caractère de catégorie sociale, par nature associée et profondément liée dans la production, de la classe ouvrière, qu'aucune autre couche sociale ne présente, même à un degré approché. Ainsi la manifestation de classe du prolétariat ne peut pas être autrement qu'immédiatement organisée. L'aptitude à l'auto-organisation est certainement un des traits saillants de la classe ouvrière, qui s'affirme en Pologne, à Rotterdam ou Sao Paulo... Elle démontre la force ouvrière, en même temps

l'avenir est à la révolution prolétarienne

L'exemple du prolétariat en Pologne, révèle la force puissante qui gît au coeur de la mobilisation ouvrière, partout dans le monde, quand bien même les ouvriers, subissant à cette heure-ci l'entreprise de démoralisation des syndicats, en douteraient. Les syndicats sont justement là pour empêcher que cette force n'explose comme elle l'a fait en Pologne, non à l'heure de Solidarnosc, mais du MKS d'août 1980.

Cette force ouvrière, le cas polonais d'une contrée relativement arriérée du capitalisme, où la mainmise policière de l'Etat et le poids qu'on connaît, où le facteur de la paysannerie est considérable, dans laquelle s'exerce avec une vigueur trop évidente les préjugés nationalistes, le cas polonais en a prouvé toute la puissance potentielle. Pour en venir à bout, la bourgeoisie est déjà obligée, comme en Pologne, de mobiliser l'ensemble de ses forces, tant politiques que syndicales, non seulement à l'échelle d'un pays, mais internationalement, au-dessus même des blocs impérialistes.

Parlant de la Pologne comme d'un exemple, probant mais non unique, il

qu'elle explique la résistance de son mouvement contre l'Etat. Sa définition sociale, au milieu des rapports de production capitaliste, fait par excellence de la classe ouvrière une force sociale organisante, d'une part; et de l'autre, le mouvement revendicatif du prolétariat - cette image typique et vivante de l'organisation sociale du capitalisme - contient du même coup, par nature pour ainsi dire, la contestation de la structure fondamentale de l'ordre capitaliste : le salariat. Dans la lutte, le mode d'organisation de la classe ouvrière s'impose comme le modèle pour toutes les catégories sociales révoltées. La lutte ouvrière devient le point d'appui du mouvement de toutes les autres couches populaires.

Enfin, le trait de combattant social le plus décidé qui dépeint justement la classe ouvrière, découle de sa réalité de partie de la population la plus déshéritée, la moins pourvue de "réserves"; de catégorie sociale qui, plus encore quand la crise capitaliste frappe, ne trouve rien à perdre à lutter.

Libératrice, la classe ouvrière peut en revendiquer le titre social, parce que seul dans la société, son mouvement présente l'image concrète d'un dépassement de la concurrence des individus, de la compétition entre les catégories de population, de la division des travailleurs et de leur atomisation désséchante. Tout cela, la notion de solidarité ouvrière, telle que l'exemple en Pologne en a montré la profondeur, le résume, et se propose à la population comme le miroir de ses aspirations humaines.

n'est absolument pas question pour nous de dire que l'"Août 80" polonais révélait l'amorce du processus révolutionnaire; jamais, à l'un ou l'autre moment de leur mouvement, les ouvriers de Pologne n'ont eux-mêmes posé le problème de la révolution et de la prise du pouvoir. Cependant, là seulement à un degré plus élevé que ne l'ont manifesté les autres manifestations d'envergure de la classe ouvrière de ces dernières années dans le monde, tout ce que la révolution prolétarienne accomplie épanouira, est déjà contenu à l'état potentiel.

Ainsi, malgré les handicaps objectifs et subjectifs qui se présentaient contre le développement de sa lutte; en dépit de la coalition mondiale de la bourgeoisie contre elle, le prolétariat d'un pays somme toute secondaire a imposé la réalité de la force ouvrière. Prolétaires des gros bataillons ouvriers des grands pays industrialisés l'exemple polonais doit justement nous inspirer cette réflexion : "qu'est-ce que ce sera quand nous-mêmes développerons notre lutte de classe?" La perspective reste à la révolution ouvrière mondiale. **Mx**

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégauchées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes - sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste; toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttues de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.